

## CHAPITRE 1.3. REGARDS CROISES DE LA PRESSE ÉCRITE EN 2007

En Afrique de l'Ouest, l'amélioration de la citoyenneté et de la gouvernance passe notamment par l'information diffusée au travers de medias professionnels et pluralistes. Dans les pays du Nord, l'image du continent est largement façonnée par les medias. C'est dans cette perspective qu'est proposée, en complément d'une analyse politique et économique essentiellement factuelle de l'année 2007, une lecture extérieure au travers des regards portés sur quelques sujets-clés de cette année tant par la presse écrite du Sud que par celle du Nord.

### Encadré 1.9. État de la presse en Afrique de l'Ouest

*L'année 2007 n'a pas apporté d'améliorations significatives pour la presse écrite de la région. Les journaux continuent à se débattre dans des difficultés financières. À l'exception notable du Nigeria, rares sont les quotidiens à tirer à plus de 20 000 exemplaires. Nombre d'entre eux ne tirent qu'à 2 000 ou 3 000 exemplaires. D'autres sortent quand ils trouvent des fonds pour imprimer...Difficile dans ces conditions pour les journalistes de s'exprimer librement quand la plupart des articles doivent permettre de faire vivre le journal et donc être payés par des commanditaires institutionnels ou individuels.....Une situation qui certes n'est pas nouvelle, mais ne s'arrange guère.*

*Au niveau de la liberté d'expression également, 2007 n'a pas permis une amélioration notable de la situation. Le classement de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières (RSF) est à ce sujet édifiant : sur les 169 pays du monde classés, la région ne compte qu'un représentant dans les 30 premiers (le Ghana).*

*La plupart des journaux du Nord ne connaissent pas les mêmes contraintes, même si ils sont tenus de traiter les sujets susceptibles de faire vendre leur journal. Ils ne s'intéressent en général à l'Afrique que lors d'élections, d'une catastrophe ou lorsque les événements impliquent des Européens.*

A la lecture des journaux, trois grands thèmes (Migrations, Nouvelle géopolitique mondiale, Défis de la démocratie, de la paix et de la sécurité) apparaissent comme les principaux sujets qui ont retenu l'attention des journaux. Pour une question d'unicité dans la présentation, l'analyse relative au troisième de ces thèmes (défis de la démocratie) a été intégrée au chapitre relatif à la situation politique en 2007. Seules sont donc traitées dans ce qui suit la question des migrations et celle relative à la géopolitique. Le choix des organes de presse retenus a été fait avec le souci de respecter le pluralisme et la diversité, notamment entre presse du Nord et du Sud, presse anglophone et francophone, quotidiens gouvernementaux et journaux privés.

### 1.3.1. MIGRATIONS

En 2007, le thème des migrations a largement occupé les colonnes des journaux africains et européens. Mais ces différents médias ont rarement abordé le sujet de la même façon. Entre les lignes, on décrypte malgré tout une volonté commune de comprendre les causes des trop nombreux drames des migrations illégales.

## Perceptions différentes

Sur les migrations, Européens et Africains ont deux positions a priori inconciliables. *"Une question sécuritaire pour eux, un enjeu de développement pour nous !"*, résume ce titre du journal malien **Les Échos** (2/11/07) critiquant un Nord qui *"se barricade"* et déplorant une Afrique qui se vide de ses jeunes partis *"trouver ailleurs ce qu'ils estiment être nécessaire à leur bonheur"*. L'hebdomadaire britannique **The Economist** (21/06/07) propose un reportage à Malte au titre (*"Tidal wave"*) lui aussi révélateur des peurs d'un petit pays, *"small European Union country fears it may be swamped by migrants"*.

Certaines mesures de protection prises par le Vieux Continent comme Frontex, système européen de surveillance des frontières extérieures, rencontrent cependant un écho favorable, au Sud comme au Nord. Ainsi, **Le Soleil** (26/06/07 – Sénégal : *Lutte contre l'émigration clandestine, 2 506 arrestations avec le dispositif Frontex*), note que *"la bonne coordination des opérations terrestres, maritimes et aériennes a permis de confiner de plus en plus les activités des passeurs en basse Casamance, à l'extrême Sud du pays"*. Trois mois plus tôt, l'hebdomadaire français **L'Express** (08/03/07 – *Frontex : Des gardes-côtes euro-africains*) se félicitait lui aussi de ce système qui *"semble avoir – pour un temps du moins – endigué l'hémorragie"*.

En Afrique aussi, les initiatives se multiplient. Au Nigeria, **The Daily Trust** (31/10/07-*E-Passport, Restoring Dignity of Nigerian Traveller*) se réjouit de l'instauration dans le pays, sous l'égide de la CEDEAO, d'un passeport électronique avec données biométriques: *"Travellers' data captured in the biometric passport can be accessed instantly and read by any security agent from any spot of the globe (...) The e-passport has effectively plugged all loopholes for wastage, inefficiency, corruption and touting"*. **Les Échos** (2/11/07 – Mali) appellent les États du continent à définir eux-mêmes *"une ligne de conduite en matière d'émigration en combinant de manière intelligente la maîtrise des départs et le soutien au retour"*.

## Informé sur les drames et leurs causes

Finie la passivité ! La presse écrite semble lasse d'égrainer la litanie des drames humains à chaque fois que des clandestins sont retrouvés morts en mer. Certes, elle continue d'informer. *"Sénégal : Bilan macabre de l'émigration à Saint-Louis"*, annonce **Wal Fadjri** (12/11/07 – Sénégal) en référence au 185 *"candidats à l'émigration clandestine"* décédés depuis mars 2006. Le quotidien sénégalais donne au passage un autre chiffre, celui des 1 125 individus interpellés, *"directement impliqués dans ce fléau des temps modernes"*. Avec un vocabulaire encore plus volontariste, la France parle également de ces *"dramas"*. (*"La lutte de l'UE contre les migrants illégaux"* – **Le Monde** 01/07/07 – France). Un combat qui se veut centré sur ceux qui vivent de ce trafic plutôt que sur les clandestins eux-mêmes : *"Les principales victimes sont les clandestins, qui n'osent pas porter plainte puisqu'ils sont en situation irrégulière"*, témoigne un procureur." (*"Passeurs sur la voie de garage"* – **Libération** 06/12/07 – France).

Les journaux africains sont désormais eux aussi décidés à comprendre les causes profondes qui poussent ces jeunes à quitter leur terre. Au Nigeria, **The Daily champion** (30/09/07 – *Youths wonder what future holds for them*) estime que les jeunes sont les oubliés de la politique nationale: *"Since the return of democracy in 1999, the youths have been relegated to the background in crucial policy making processes, and are mostly only used to play the role of sycophants, fillers, or praise singers"*.

En Gambie, **The Daily Observer** (18/12/07– *Illegal Migration, what the people say*) a sa solution: "We need to boost the productive base of the country so as to create more employment for young people."

Régulièrement, les journaux sortent de leur rôle d'observateur. Dans un éditorial, **The Accra Mail** (04/09/07– *Ghana: The dangers of migration –Task for national orientation*) prend clairement position: "We appeal to Ghanaians to do their part to encourage the youth to stay." Les médias assument leur part de cette responsabilité collective. Au Cameroun, le quotidien **Mutations** (27/11/07– *Sensibilisation: l'OIM dit non aux migrations clandestines*) évoque les "causeries éducatives" organisées dans les lycées et les universités du pays et relaie le message de l'Organisation internationale des migrations: "Chaque année, les migrations clandestines font des milliers de morts. On peut s'en sortir au Kamer (Cameroun, Ndlr)". Un souci que partagent les journaux sénégalais qui accordent eux aussi une large place à ces campagnes officielles.

Les initiatives qui viennent directement de la société civile ne sont pas oubliées. Au Sénégal, **Le Soleil** (08/12/07 – *Caravane contre l'émigration clandestine, 65 femmes engagent la sensibilisation sous-régionale*) parle de la visite, au Mali, du Collectif sénégalais des femmes de lutte contre l'émigration clandestine. Au Nigeria, **Vanguard** (16/08/07– *From Dakar, the voice of women against youth migration*) fait siennes les préoccupations exprimées par l'Association des femmes ouest-africaines à l'occasion de leur troisième conférence régionale: "Besides bad treatment and exploitation, the major risk women migrants face in their migratory experience is that of human trafficking."

### **Problèmes et solutions régionales**

Si partir pour la riche Europe ou l'Amérique du Nord ressemble de plus en plus au parcours du combattant, se déplacer à l'intérieur des pays d'Afrique de l'Ouest n'est en principe plus qu'une formalité, depuis que la CEDEAO y a institué la libre circulation des personnes. Aujourd'hui, même si on parle sans doute cent fois moins des migrations intra régionales, elles sont dix fois plus nombreuses que celles vers l'Europe...

Des échanges humains importants qui chatouillent cependant encore épisodiquement les susceptibilités nationales... Au Ghana, **Public Agenda** (16/11/07– *Country gets tough on cross-border crime*) s'inquiète du "lack of a proper monitoring mechanism" à ses frontières. En Côte d'Ivoire, **Fraternité Matin** (29/10/07– *Le chef de l'État, Laurent Gbagbo, a décidé de mettre fin à la carte de séjour*) note que la carte de séjour pour les étrangers fait régulièrement l'objet de débats dans le pays depuis plus de 15 ans.

Mais, la presse parle aussi des tentatives pour faciliter les échanges humains et commerciaux. Selon le journal nigérian **Leadership** (19/09/07 – *West Africa: Ecowas Countries Move to Facilitate Transit*) le mémorandum signé "with the spirit of ECOWAS" par les pays situés le long du corridor Abidjan-Lagos (Côte d'Ivoire, Togo, Ghana, Bénin, Nigeria) pourrait ainsi être bénéfique à plus d'un titre: "This is with a view to reducing transportation costs and transit times in order to increase the competitiveness of goods produced in West Africa". **L'Agence de presse sénégalaise** (APS – 31/07/07 – M<sup>e</sup> Wade: "il faut que les Africains se déplacent à l'intérieur du continent") insiste sur ces déplacements facilités, facteurs "de croissance économique" et susceptibles de "contribuer à lutter contre l'immigration clandestine".

## Alternatives internationales

En attendant, d'autres échanges sont encouragés. L'hebdomadaire panafricain **Jeune Afrique** (15/02/07 – *Immigration légale : 700 Sénégalais autorisés à partir travailler en Espagne*) se penche sur les accords bilatéraux de migration légale et les espoirs qu'ils suscitent en Afrique. "C'est une initiative qui peut être une solution à l'immigration clandestine. Si les gens partent normalement et avec les projets qui sont annoncés, le problème peut être réglé", témoigne un responsable des clandestins rapatriés. Proposer, pendant un temps donné, un travail à l'étranger aux jeunes c'est bien, les former à un métier et leur offrir des débouchés durables au pays, c'est encore mieux !

Tant d'efforts fournis par l'Afrique pour satisfaire aux exigences toujours plus importantes des pays du Nord, suscitent réserves et critiques. Dans **La Libre Belgique** (24/10/07 – "Une vision utilitariste de l'immigration"), un chercheur voit dans le projet de la Commission européenne de "carte bleue", visa calqué sur le modèle de la "carte verte" américaine, en plus restrictive car temporaire et destinée à seulement certains travailleurs, "une sorte de guerre larvée entre États membres pour attirer les migrants très qualifiés". Le spécialiste ponctue ainsi l'entretien : "c'est plus facile d'avancer sur les questions restrictives, comme les expulsions. Mais, pour ce qui touche à l'immigration économique et à l'intégration, les États restent frileux (...)".

### 1.3.2. NOUVELLE GÉOPOLITIQUE MONDIALE

En 2007, les rapports de force ont évolué entre l'Afrique et le reste de la planète. Avec l'Union européenne, la défiance est allée crescendo. Il faut dire que les APE (Accords de partenariat économique), en particulier l'ouverture progressive prévue à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, des marchés ACP aux produits de l'UE, ont été particulièrement critiqués... Du coup, le continent africain s'est ouvert à d'autres puissances. Méfiant envers les États-Unis, il s'est plus volontiers tourné vers la Chine, pays fascinant par sa fulgurante réussite et accommodant sur le respect des droits humains...

## Europe-Afrique : Accords et désaccords

En 2007, l'Union européenne n'a pas été épargnée par les critiques. La faute en incombe aux APE, le plus souvent perçus comme une menace en Afrique et au-delà. Dans un premier temps, la presse écrite, du Nord comme du Sud, est restée dans son rôle d'observateur, se contentant de rendre compte des premiers mouvements de contestation.

Fin mars, le quotidien ivoirien **Fraternité Matin** souligne les craintes d'une partie de la société civile (30/03/07 – *Afrique : Partenariat Nord-Sud, les syndicats très réservés vis-à-vis de l'APE*) : "De Belgique, la résistance internationale contre les APE se poursuit et appelle à manifester devant les ambassades allemandes, pays leader en économie au sein de l'Union européenne", note le quotidien. Deux semaines plus tard, **Sud Quotidien** (16/04/07 – *Sénégal – Contre la signature des APE : La jeunesse africaine déclare la guerre depuis Banjul*) observe que la mobilisation s'organise et s'amplifie : "De Yaoundé à Abidjan, d'Accra à Nouakchott en passant par Lagos, Freetown, Ouagadougou, Dakar (...), la jeunesse africaine regroupée au sein d'Africa Youth Coalition Against Hunger/Coalition africaine des jeunes contre la faim (AYCAH) a convergé en Gambie pour dire 'non aux Accords de partenariat économiques'".

Les mois passent et les positions se durcissent. Après avoir donné la parole aux commissaires européens en charge du dossier, le journal belge **Le Soir**, dans sa rubrique *Carte Blanche*, publie sur son site internet une lettre ouverte d'ONG européennes et africaines (07/11/07 – *Europe-Afrique : ce que les Commissaires ne disent pas*) qui fustigent "l'attitude intransigeante" de la Commission. En Afrique, le ton est nettement plus virulent et les journaux prennent désormais position. A l'image de **Leadership** (05/11/07 – *Nigeria – EPA - Slavery By Agreement*) qui, dans un éditorial, dénonce : "The relationship is grossly unequal" et demande la prise en compte des intérêts de l'Afrique : "A coalition of civil society organisations from West Africa has always opposed the trade agreement. We agree with them".

Juste avant le deuxième Sommet Union européenne-Afrique (Lisbonne, les 8 et 9 décembre 2007), Africains et Européens défendent vaillamment leurs positions. Au Bénin, **Fraternité** (29/11/07 – *Contre les APE, je propose les APD*) reprend intégralement un texte du président sénégalais publié par le journal français **Le Monde**. Extraits : "Je propose, pour ma part, des Accords de partenariat et de développement (APD) (...). Les APD permettraient d'instaurer un développement équitable et mutuellement enrichissant. Au total, l'Europe et l'Afrique devraient se forger un destin commun en lançant les fondements d'une alliance objective sur la base de nos complémentarités." La veille du Sommet, Jose Manuel Barroso, président de la Commission européenne, dans une tribune libre accordée par **Ghanaian Chronicle** (7/12/07 – *Africa and Europe, a New Departure*), explique : "The European Commission has decided to turn this legal requirement into a development opportunity, proposing Economic Partnership Agreements (EP As) to promote regional integration and economic development and provide unprecedented access to our markets".

Dans les journaux du Nord, ce débat n'a que peu d'écho. La plupart préfèrent commenter la présence au Sommet de Robert Mugabe, président du Zimbabwe. A l'image de **The Independent** (6/12/07 – Royaume Uni – *EU leaders say Mugabe's presence will not derail talks*). Idem pour **Le Figaro** (28/11/07 – France – *Mugabe empoisonne le sommet euro-africain*). **The New York Times** (10/12/07 – USA – *Trade Deals Stymied at Lisbon Meeting*) est un des rares à fournir plus de détails sur les enjeux des APE: "The trade deals the countries have been asked to sign cover goods only. But a clause in the agreements would oblige African countries to start negotiations on eventually opening up their domestic markets in areas including services, which many African nations are reluctant to consider."

Un sommet pour rien ? Au lendemain de la réunion de Lisbonne, la presse reste perplexe. Des nations qui ne font pas partie du groupe des pays les moins avancés (PMA) et craignent donc de ne plus pouvoir continuer à exporter vers le marché européen en franchise de droits, ont signé des accords intermédiaires. Le journal malien **Les Échos** (11/12/07 – *Face aux APE, la résistance africaine se fissure*) fait allusion à la Côte d'Ivoire et au Ghana, seuls pays de la CEDEAO à avoir paraphé un accord, alors que l'organisation avait demandé à l'UE 18 mois supplémentaires de discussion avant de pouvoir finaliser tout APE régional. "Afrique de l'Ouest : L'unité de la CEDEAO menacée", titre au Bénin, résolument pessimiste, **L'Autre Quotidien** (19/12/07).

En attendant une unité qui tarde à se concrétiser, la presse n'est pas avare en suggestions. "Nous-mêmes aidons notre pays : achetons des produits burkinabè", propose par exemple **Le Pays** (28/12/07 – Burkina – *Europe-Afrique : Avec les APE, nous serons encore plus pauvres*). Si certains prônent le repli sur soi, d'autres conseillent de jouer à fond la carte de l'ouverture et de la concurrence. A l'image de l'**APS** (28/12/07 – Sénégal – *La Chine, le Japon et l'Inde font mieux que l'Union européenne pour l'Afrique, selon le président Wade*) : "Le président sénégalais Abdoulaye Wade a magnifié vendredi à Dakar les 'largesses' de la politique africaine des pays d'Asie et dénoncé en même temps 'le chantage' de l'Union européenne dont la présence en Afrique 'est en train de régresser'."

## L'offensive chinoise

La Chine apparaît comme la grande gagnante des divergences entre Africains et Européens. Le Vieux Continent n'a plus désormais le monopole des rencontres au sommet avec l'Afrique. Si, à la réunion de Lisbonne, une cinquantaine de dirigeants africains étaient présents, ils étaient une quarantaine un an plus tôt à Pékin, en novembre 2006 au troisième Sommet sino-africain et une cinquantaine en mai 2007 à une rencontre de la Banque africaine de développement qui s'est, elle aussi tenue en Chine...

L'Europe accepte mal de voir son influence économique et politique remise en cause. Elle reproche à la Chine d'accorder des prêts à risques à des États africains qui, pour les plus pauvres, étaient quasiment débarrassés du fardeau de la dette. Le tout sans aucune condition en matière de respect des droits de l'homme... *"China's \$20 billion programme of economic support for Africa came under fire this weekend as Germany said that the plan could bring a return of the debt woes that have plagued the continent in the past"*, note par exemple **The Times**, (21/05/07 – Royaume-Uni – *G8 critical of China's \$20bn loan package for Africa*). De son côté, **Le Monde diplomatique**, (01/02/07 – France – *Tournée chinoise en Afrique*) profite d'une *"large tournée en Afrique"* du président Hu Jintao pour faire ce commentaire incisif : *"C'est dire si l'Afrique (ses matières premières et ses importations) constitue une priorité pour Pékin. Pas très regardant sur les droits humains, ni même sur les atrocités au Darfour"...*

D'autres journaux sont plus nuancés. Avec un fair-play très britannique, **The Financial Times**, (17/11/07 – *The new colonialist*) souligne, à propos des Chinois: *"They simply concentrate on what they are supposed to do. Their concern is to get the job done and this is why they are very fast."* **Le Courrier de la Planète**, (04/07 – France – *Relations internationales : le temps des émergents*) observe pour sa part que *"la concurrence des investissements et crédits chinois semble bien plus efficace pour accroître le revenu du continent que la rhétorique de haut vol sur les vertus de la gouvernance que nous assèment certains pays de l'OCDE, en oubliant de regarder chez eux et passant sous silence des scandales comme ceux de British Aerospace, Siemens ou Haliburton"*.

En Afrique, la presse adhère volontiers aux propos de certains responsables. *"Le président du Conseil économique et social ivoirien avait estimé que le salut de son pays 'viendrait de la Chine qui ne traîne pas derrière elle des casseroles coloniales et ne s'ingère pas dans nos affaires internes' comme certains pays européens"*, souligne ainsi **Le Patriote** (06/01/07 – *Coopération : la Chine octroie 3 milliards de FCFA à la Côte d'Ivoire*), qui, dans son titre, évoque en des termes beaucoup plus flatteurs *"l'aide"* chinoise.

Les gouvernements africains se réjouissent de l'apport économique de la Chine. Au Togo, un communiqué officiel s'inspire d'une dépêche de l'agence de presse chinoise **Xinhua** (11/12/07 – *Togo : La Chine est en pleine santé*) qui évoque la pose de la première pierre du Centre hospitalier régional de Lomé commune, financé par la Chine. Au Liberia, **The Inquirer** (22/06/07 – *Ellen Hails Liberia-China Relationship*) donne différents exemples : *"Speaking at the two programs which sought to empower youths of Liberia, one, a closing ceremony on the Hybrid Rice Cultivation Techniques in Kakata City; and the launching of a training program on Bamboo and Rattan Weaving Techniques in Monrovia, President Sirleaf said the need for the nation to feed itself and reduce the level of importation is enormous therefore, the role of the Chinese Government in such initiatives prove an example of a true partnership."*

## *La stratégie militaire américaine*

Un vrai partenariat avec les Américains cette fois ? Peu d'Africains semblent y croire... Le 6 février 2007, le président Bush annonçait la création effective, pour octobre 2008, d'AFRICOM, nouveau commandement unifié des forces armées américaines pour l'Afrique. Jusque-là, les efforts du ministère de la Défense sur le continent étaient divisés entre trois commandements de combat. "Le commandement des États-Unis en Afrique renforcera les efforts américains sur le continent", se félicite, dans un communiqué en français, le **Service de presse des forces US** (6/02/07) : "Ce Commandement se centrera sur certains efforts de réduction des conflits, d'amélioration de l'environnement sécuritaire, la mise en échec ou un obstacle au développement des terroristes et de leurs réseaux et l'aide à la réaction en cas de crises", déclarent alors les autorités américaines.

Le ton se veut rassurant. Mais les premières réactions ne sont guère encourageantes. Si bien que des représentants du Pentagone vont défendre leur projet du 15 au 21 avril dans six pays africains (Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud) et se rendent notamment au siège de l'Union Africaine à Addis Abeba. Les Africains ne sont toujours pas convaincus et cherchent avant tout à comprendre où se situent les intérêts américains. **Fraternité Matin** (30/04/07 – Côte d'Ivoire – *Lutte contre le terrorisme : Washington installe des bases militaires en Afrique*) note "l'inquiétude de Washington sur l'implantation d'organisations terroristes dans certains pays africains."

Deux mois plus tard, **The Guardian** (25/06/07 – Royaume-Uni – *African states oppose US presence*) dresse un bilan négatif, faisant état, en Afrique, des "fears of future American intervention". Le scepticisme est de mise dans la presse du Nord sur le côté désintéressé de l'initiative... *Alternatives International*, réseau d'organisations établies notamment au Niger, en France et au Canada, met en ligne une version révisée et abrégée d'un article de **The Review of African Political Economy** (12/07 – Royaume-Uni – *US to create new regional military command for Africa: Africom*) : "En plus de la guerre contre le terrorisme, l'accès à des fournitures d'énergie et aux autres matières premières stratégiques, il y a aussi la compétition avec la Chine et les autres puissances économiques en émergence pour le contrôle des ressources du continent."

Dans la presse africaine, le débat est également vif. D'un côté, on trouve ceux qui sont farouchement anti-AFRICOM. De l'autre, des plus modérés qui proposent des ajustements à ce Commandement. Au Mali, **L'Aube** (19/11/07 – *AFRICOM : Un commandement pour mettre l'Afrique sous tutelle*) se classe sans équivoque dans la catégorie des premiers. Le titre du journal **Le Soleil** (13/12/07 – Sénégal – *Le débarquement américain aura-t-il lieu ?*) est lui aussi révélateur : "Dans certaines formations politiques africaines opposées aux pouvoirs en place, l'on voit en l'Africom une cinquième colonne fortement armée qui autoriserait les États-Unis à s'ingérer dans la vie des nations, pour leur imposer les régimes et dirigeants qui leur sont favorables", explique le journal sénégalais. Au Nigeria, **Vanguard** (18/11/07 – *AFRICOM: the Invasion of Africa?*), dans sa rubrique *Opinion*, résume à sa façon la situation : "In other words the states in the Gulf of Guinea would soon become protectorates of the United States".

Tout le monde ne partage pas ce pronostic. **This Day** (24/12/07 – *Nigeria: Give AFRICOM a chance*), dans une autre tribune libre, relaie les conseils d'un capitaine de marine : "We should examine AFRICOM more dispassionately and find the good sides to it. We must put everything in perspective before rejecting or accepting AFRICOM." Une position finalement pas si éloignée de celle de la présidente Sirleaf, au Liberia, qui voit dans ce Commandement américain "an opportunity for the region (ECOWAS, Ndlr) to take the responsibility of protecting itself." (**The Inquirer** – 07/11/07 – *West Africa: 2,700 Troops for Ecowas*).

## **SOURCES UTILISÉES**

### ***En Afrique de l'Ouest***

<b>Bénin</b>	L'Autre Quotidien, Fraternité
<b>Burkina Faso</b>	Le Pays, L'Observateur Paalga
<b>Cameroun</b>	Cameroon Tribune, Mutations, Le Messenger
<b>Côte d'Ivoire</b>	Fraternité Matin, Le Patriote, Le Nouveau Réveil, Notre Voie
<b>Gambie</b>	The Daily Observer
<b>Ghana</b>	Ghanaian Chronicle, The Accra Mail, The Public Agenda,
<b>Guinée</b>	Aminata.com
<b>Liberia</b>	The Analyst, The Inquirer,
<b>Mali</b>	Les Echos, L'Essor (Mali), L'Indépendant, L'Aube
<b>Niger</b>	La Hache nouvelle
<b>Nigeria</b>	Vanguard, The Daily champion, The Daily Trust, This Day, Leadership, Nigeria First
<b>Sénégal</b>	Le Soleil, Sud Quotidien, Wal Fadjri, APS, Panapress
<b>Tchad</b>	N'Djamena Bi-hebdo, Le Progrès, Le Temps

### ***Au Nord***

<b>Belgique</b>	Le Soir, La Libre Belgique,
<b>France</b>	AFP, Le Monde diplomatique, Le Figaro, Le Monde, Libération, Le Parisien, 20 minutes, L'Express, Courrier international, Jeune Afrique, Afrik.com, Le Courrier de la Planète, Bakchich
<b>Royaume-Uni</b>	Reuters, The Times, The Guardian, The Financial Times, The Independent, The Sunday Times, The Economist, The Review of African Political Economy
<b>Etats-Unis</b>	The New York Times, UN News Service, Service de presse des forces US
<b>Chine</b>	Xinhua